

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4814

[C — 2004/27295]

**2 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment les articles 5, 7, 8, dernier alinéa, 11, 14, 16, 17 et 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre des articles 5 et 5bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'environnement dans le cadre des articles 5 et 5bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 janvier 2002 et du 4 juillet 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'environnement dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Considérant, eu égard aux principes et objectifs du développement durable que le Gouvernement précise de manière fine les secteurs ou parties de secteurs exclus, visés à l'article 5 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie afin de ne pas nuire aux intérêts d'entreprises comprises dans certains sous-secteurs que le Gouvernement reconnaît comme essentiels pour le développement de la Région;

Considérant que le Gouvernement lorsqu'il détermine de manière générale la condition réglementaire visée à l'article 5, 3°, poursuit des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur le développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer au travers du développement durable par la poursuite par le Gouvernement des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation des deniers publics de manière efficiente;

Considérant le fait que le régime d'aide doit être conforme à l'encadrement communautaire des aides d'Etat pour la protection de l'environnement publié au *Journal officiel* C37 du 3 février 2001;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 20 août 2003 sur le régime d'aide N15/2003;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable n° AV. 1110, donné le 15 octobre 2002;

Vu l'avis n° A.686 du Conseil économique et social de la Région wallonne, adopté le 21 octobre 2002;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 26 août 2002 et le 16 avril 2004;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 25 septembre 2003 et le 22 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.095/2, donné le 18 mai 2004 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le "décret" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

2° le "Ministre" : le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions;

3° l'"entreprise" : l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret;

4° la "moyenne entreprise" : l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret;

5° la "petite entreprise" : l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret;

6° la "grande entreprise" : l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret;

7° la "prime" : l'incitant visé à l'article 8, alinéa 2, du décret;

8° l'"exonération du précompte immobilier" : l'incitant visé à l'article 9 du décret;

9° l'"administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

10° le "fonctionnaire délégué" : l'un des fonctionnaires visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, à savoir le Directeur général, l'Inspecteur général, le Directeur, le Premier attaché ou l'Attaché de l'administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 2 et 3 dudit arrêté;

11° le "code NACE-BEL" : la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national des Statistiques (2<sup>e</sup> édition 1998) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993 et par le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001;

12° le "siège d'exploitation" : l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par l'article 2 de la loi du 3 mai 2003 et à l'article 49, alinéa 2, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifié par l'article 6 de la loi du 3 mai 2003;

13° l'"électricité verte" : électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité dont la filière de production génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone, définies et publiées annuellement par la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE);

14° les "sources d'énergie renouvelables" : toute source d'énergie, autre que les combustibles fossiles et la fission nucléaire, dont la consommation ne limite pas son utilisation future, notamment l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie géothermique, le biogaz, les produits et déchets organiques de l'agriculture et de l'arboriculture forestière et la fraction organique biodégradable des déchets;

15° la "cogénération de qualité" : production combinée de chaleur et d'électricité, conçue en fonction des besoins de chaleur ou de froid de l'entreprise, qui réalise une économie d'énergie par rapport à la production séparée des mêmes quantités de chaleur, d'électricité et, le cas échéant, de froid dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWaPE;

16° les "normes communautaires" : les normes communautaires obligatoires édictées par règlements ou directives ou décisions et adoptées par le Conseil de l'Union européenne ou par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne fixant les niveaux à atteindre en termes d'environnement qu'elles soient ou non en vigueur ou transposées en droit belge;

17° les "déchets" : les déchets visés à l'article 2, 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

## CHAPITRE II. — *Les incitants*

### Section 1<sup>re</sup>. — La prime

**Art. 2.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer la prime à l'entreprise :

- 1° qui remplit les conditions visées à l'article 1<sup>er</sup>, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret, telles que précisées à l'article 3;
- 2° dont les activités ne relèvent pas des domaines d'activités visés à l'article 5 du décret, telles que précisées à l'article 4;
- 3° remplissant les conditions visées à l'article 5;
- 4° présentant un programme d'investissements qui poursuit un ou plusieurs des objectifs visés à l'article 6 du décret, comprenant des investissements :
  - a) tels que définis à l'article 6;
  - b) admis conformément à l'article 7;
  - c) à réaliser dans un siège d'exploitation situé en Région wallonne.

**Art. 3.** Il est précisé qu'on entend, au sens du décret, par :

1° l'"effectif d'emploi" : la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale des quatre trimestres précédant l'introduction de la demande;

2° le "chiffre d'affaires annuel" : celui afférent au dernier exercice comptable clôturé d'au moins douze mois précédant l'introduction de la demande;

3° le "total du bilan annuel" : le total figurant au bilan afférent au dernier exercice comptable clôturé d'au moins douze mois précédant l'introduction de la demande;

4° les "sociétés publiques de participation" : les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société fédérale d'Investissement, les Sociétés régionales d'Investissement et leurs filiales;

5° les "sociétés de capital à risque" : les sociétés d'investissement, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi fonds propres et notamment sous la forme de participation ainsi que sous la forme d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

6° les "investisseurs institutionnels" : les banques, compagnies d'assurances, fonds de placement et fonds de développement régional et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

7° les "institutions universitaires" : les institutions visées par le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisent son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités en ce compris leurs centres de recherche;

8° la "personne morale de droit public" : la personne morale créée et contrôlée par les pouvoirs publics et jouissant de pouvoirs propres en vue de la satisfaction d'un intérêt public ou d'intérêts publics spécifiques.

Dans le cas d'une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n'ont pas encore été clôturés à la date de l'introduction de la demande, les données visées aux points 2° et 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice.

Le Ministre peut préciser la méthode de calcul des UTA visées au point 1° de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Les domaines d'activités exclus du bénéfice de la prime en vertu de l'article 5 du décret sont précisés par rapport aux secteurs ou parties de secteurs repris aux divisions, classes et sous-classes suivantes :

- 1° 10.10 à 10.30, 11, 12, 23.30 du code NACE-BEL;
- 2° 40.10 à 40.30 du code NACE-BEL;
- 3° 65 à 70.32 du code NACE-BEL;
- 4° 80.10 à 80.42 du code NACE-BEL;
- 5° 85.11 à 85.32 du code NACE-BEL;
- 6° 92 du code NACE-BEL, à l'exception des classes 92.11 et de la sous-classe 92.332 du code NACE-BEL;

7° la grande distribution dont l'objet principal est la vente de biens aux particuliers;

8° les professions libérales ou associations formées par ces personnes.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, n'est pas exclue la petite entreprise qui n'est pas détenue par une moyenne ou une grande entreprise qui relève du secteur de l'énergie et qui produit de l'électricité verte.

Le Ministre peut préciser le contenu des divisions, classes ou sous-classes exclus ainsi que les notions visées aux points 7° et 8° de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La référence au code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise ou de son programme d'investissements aux domaines d'activités. Celle-ci peut établir que le Code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres codes.

**Art. 5.** L'entreprise qui sollicite le bénéfice de la prime remplit les conditions suivantes :

1° être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou s'engager à se mettre en règle selon les modalités et délais déterminés par l'administration compétente;

2° respecter, selon les modalités déterminées par le Ministre, les dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

3° ne pas présenter, à l'exception de l'entreprise qui n'a pas trois exercices comptables clôturés au moment de l'introduction de la demande :

a) une perte d'exploitation excédant le montant des amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles, au cours des deux exercices comptables clôturés précédant l'introduction de la demande;

b) par suite de pertes à la date de clôture de l'exercice comptable clôturé précédant l'introduction de la demande, un actif net réduit à un montant inférieur aux deux tiers du capital social.

**Art. 6.** Les programmes d'investissements concernés sont des investissements en immobilisations corporelles ou incorporelles devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique "actifs immobilisés" et qui portent sur :

1° des installations et des équipements destinés à réaliser un ou plusieurs des objectifs visés à l'article 6 du décret;

2° des terrains et bâtiments s'ils sont strictement nécessaires pour satisfaire un des objectifs visé à l'article 6 du décret;

3° les dépenses liées au transfert de technologies sous forme d'acquisition de licences d'exploitation ou de connaissances techniques brevetées ou de connaissances techniques non brevetées dont la valeur est attestée par un rapport d'un réviseur d'entreprises et satisfaisant aux conditions suivantes :

a) être considérés comme éléments d'actif amortissables;

b) être acquis aux conditions du marché, auprès d'un tiers à l'entreprise;

c) être exploités et demeurer dans le siège d'exploitation de l'entreprise pendant au moins cinq ans à compter de la décision d'octroi de la prime sauf si ces actifs immatériels correspondent à des techniques manifestement dépassées.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Dans le domaine de la protection de l'environnement, le cas visé à l'article 6, 1°, c), du décret, est la valorisation des déchets qui est envisagée dans sa triple dimension de réutilisation, de recyclage et de réduction de l'énergie afin de diminuer les risques pour l'environnement.

§ 2. Dans le domaine de l'utilisation durable de l'énergie, les investissements admis sont limités aux surcoûts, supportés par l'entreprise :

1° par rapport à un investissement relatif à une installation traditionnelle de même nature dans le cas visé à l'article 6, 2°, a), du décret;

2° par rapport à une installation de production d'énergie traditionnelle de même capacité en termes de production effective d'énergie dans les cas visés à l'article 6, 2°, b) et c), du décret.

Du montant obtenu en application du § 2, 1° ou 2°, il y a lieu de déduire :

a) les avantages retirés d'une éventuelle augmentation de capacité;

b) les économies de coûts engendrées pendant les cinq premières années de la vie de l'investissement;

c) les productions accessoires additionnelles pendant la même période de cinq années.

§ 3. Les modalités de calcul des investissements admis peuvent être précisées par le Ministre après consultation des administrations compétentes et éventuellement de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE).

Le seuil minimum d'investissements présentés est fixé à € 25.000.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les investissements en faveur de la protection de l'environnement réalisés par une petite ou moyenne entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier est fixé à un pourcentage des investissements admis de la manière suivante :

1° 20 % dans le cas d'investissements qui permettent de dépasser les normes communautaires;

2° 25 % dans le cas visé au point 1° et à condition qu'elle soit certifiée ISO 14001;

3° 30 % dans le cas visé au point 1° et à condition qu'elle soit certifiée EMAS;

4° 15 % pour la petite et moyenne entreprise dans le cas d'investissements admis permettant de se mettre en conformité avec de nouvelles normes communautaires adoptées depuis moins de trois ans;

Toutefois, le montant de la prime et de l'exonération du précompte immobilier octroyée à la petite ou moyenne entreprise ne peut dépasser un million d'euros par entreprise sur quatre ans.

§ 2. En ce qui concerne les investissements en faveur de la protection de l'environnement réalisés par une grande entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à un pourcentage des investissements admis de la manière suivante :

1° 15 % dans le cas d'investissements admis qui permettent de dépasser les normes communautaires;

2° 17,5 % dans le cas visé au point 1° et à condition qu'elle soit certifiée ISO 14001;

3° 20 % dans le cas visé au point 1° et à condition qu'elle soit certifiée EMAS.

Toutefois, le montant de la prime et de l'exonération du précompte immobilier octroyée à la grande entreprise ne peut dépasser 2 millions d'euros par entreprise sur quatre ans.

§ 3. En ce qui concerne les programmes d'investissements destinés à la réduction et à la valorisation interne des déchets s'inscrivant dans le processus de production réalisé par une entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 15 % des investissements admis.

Toutefois, le montant de la prime et de l'exonération du précompte immobilier octroyée ne peut dépasser selon qu'il s'agisse d'une petite ou moyenne entreprise un million d'euros par entreprise sur quatre ans, ou dans le cas d'une grande entreprise, 2 millions d'euros par entreprise sur quatre ans.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les investissements visant la réduction de la consommation de l'énergie utilisée au cours du processus de production réalisé par une petite ou moyenne entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 40 % des investissements admis et ne peut dépasser un million d'euros par entreprise sur quatre ans.

En ce qui concerne les investissements visant la réduction de la consommation de l'énergie utilisée au cours du processus de production réalisé par une grande entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 20 % des investissements admis et ne peut dépasser deux millions euros par entreprise sur quatre ans.

§ 2. En ce qui concerne les investissements permettant le développement d'énergie issue de sources d'énergie renouvelables réalisé par une petite ou moyenne entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 40 % des investissements admis et ne peut dépasser un million d'euros par entreprise sur quatre ans.

En ce qui concerne les investissements permettant le développement d'énergie issue de sources d'énergie renouvelables réalisé par une grande entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 20 % des investissements admis et ne peut dépasser deux millions euros par entreprise sur quatre ans.

§ 3. En ce qui concerne les investissements permettant le développement d'installations de cogénération de qualité réalisé par une petite ou moyenne entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 40 % des investissements admis et ne peut dépasser un million d'euros par entreprise sur quatre ans.

En ce qui concerne les investissements permettant le développement d'installations de cogénération de qualité réalisé par une grande entreprise, le montant global de la prime et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements est fixé à 20 % des investissements admis et ne peut dépasser deux millions euros par entreprise sur quatre ans.

**Art. 10.** L'entreprise introduit une demande de prime auprès de l'administration avant de débiter son programme d'investissements. L'administration accuse réception de celle-ci dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise introduit auprès de l'administration un dossier sur base d'un formulaire type.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande préalable de l'entreprise et pour des raisons dûment justifiées, augmenter le délai visé à l'alinéa 2.

**Art. 11.** Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception du dossier, l'administration peut adresser à l'entreprise une demande relative aux renseignements manquants en lui accordant un délai d'un mois afin de compléter son dossier.

Si l'entreprise n'a pas transmis dans le mois les renseignements sollicités par l'administration, une lettre recommandée lui est adressée lui octroyant un nouveau délai d'un mois. Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 5, 3°, a), le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Cette décision prend cours à dater de l'envoi à l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents et présentant une marge brute d'autofinancement positive.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 5, 3°, b), le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Cette décision prend cours à dater de l'envoi à l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation bilantaire portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents et présentant un actif net supérieur aux deux tiers du capital social.

Si l'entreprise ne produit pas, dans un délai de vingt-quatre mois prenant cours à dater de l'envoi de la décision de suspension de la demande de prime visée aux alinéas 3 et 4, une nouvelle situation financière ou bilantaire, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration.

**Art. 12.** Dans les trente jours qui suivent, selon le cas la réception du dossier visée à l'article 10, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 11, alinéa 2, de la nouvelle situation financière visée à l'article 11, alinéa 3, ou de la nouvelle situation bilantaire visée à l'article 11, alinéa 4, l'administration transmet le dossier pour avis à :

1° la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne en ce qui concerne les programmes d'investissements en faveur de la protection de l'environnement ou destinés à la réduction et à la valorisation interne des déchets;

2° la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne en ce qui concerne le programme d'investissement en faveur de l'utilisation durable de l'énergie.

L'avis de ces Directions générales est transmis à l'administration dans les soixante jours courant à dater de la réception de la demande d'avis pour autant que toutes les informations complémentaires aient été fournies par l'entreprise.

**Art. 13.** Le programme d'investissements débute dans un délai de six mois prenant cours à dater de la date de prise en considération de celui-ci visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, et est réalisé dans un délai de quatre ans prenant cours à la même date.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise augmenter les délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 14.** Dans les quatre mois qui suivent la réception de l'avis visé à l'article 12, alinéa 2, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi de la prime sous forme d'une convention qui comprend notamment :

- 1° les dispositions relatives au montant de la prime et de l'exonération du précompte immobilier;
- 2° le programme d'investissements;
- 3° les dates de début et de fin du programme d'investissements;
- 4° les objectifs à atteindre par le programme d'investissements en matière de protection de l'environnement ou de l'utilisation durable de l'énergie.

**Art. 15.** L'entreprise introduit une demande de liquidation de la prime au plus tard un an après la fin de la réalisation de son programme d'investissements.

Pour obtenir cette liquidation, l'entreprise doit :

- 1° avoir réalisé et payé son programme d'investissements;
- 2° apporter la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;
- 3° être en règle au regard des législations et réglementations environnementales;
- 4° lorsque la convention visée à l'article 14 a fixé de tels objectifs, avoir atteint les effets du programme d'investissements en faveur de l'utilisation durable de l'énergie qui seront vérifiés par la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;
- 5° lorsque la convention visée à l'article 14 a fixé de tels objectifs, avoir atteint les effets du programme d'investissements en faveur de la protection de l'environnement qui seront vérifiés par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

En cas de non-respect des conditions et des objectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime pendant une durée de douze mois à dater de sa notification par l'administration qui enjoint à l'entreprise de se conformer à ces conditions ou de réaliser ces objectifs, selon des modalités et délais convenus par l'administration ou les directions générales visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°.

Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté la preuve du respect des conditions ou des objectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède à l'annulation des aides, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise. Sous réserve de l'application de l'article 16, l'administration récupère les incitants conformément à l'article 17.

**Art. 16.** Le Ministre peut maintenir la décision d'octroi de la prime :

- 1° en cas de non respect, dû à un cas de force majeure définie à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, des conditions visées à l'article 12 du décret ou définies dans la convention;
- 2° dans les cas visés à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret à condition :
  - a) que l'activité économique de l'entreprise soit poursuivie en Région wallonne;
  - b) que la prime et les investissements y afférents soient transférés dans la nouvelle entité juridique et soient maintenus dans les conditions conventionnelles pour lesquelles ils avaient été octroyés.

**Art. 17.** En cas d'annulation de la prime à l'investissement et de l'exonération du précompte immobilier, la récupération de ces incitants s'effectue à l'initiative de l'administration par toutes voies de droit.

**Art. 18.** L'administration ou les administrations visées à l'article 12 peuvent procéder à un contrôle au sein de l'entreprise dès que celle-ci a reçu l'accusé de réception de sa demande visé à l'article 10.

#### *Section 2. — L'exonération du précompte immobilier*

**Art. 19.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, octroyer l'exonération du précompte immobilier à l'entreprise qui remplit les conditions visées à l'article 2.

**Art. 20.** L'entreprise sollicite le bénéfice de l'exonération de précompte immobilier selon la procédure visée aux articles 10 à 14.

La durée de l'exonération est, en tenant compte des limites fixées à l'article 9, alinéas 2 et 3 du décret, précisée dans la convention visée à l'article 14, alinéa 2.

Toute décision d'exonération du précompte immobilier est notifiée à l'administration compétente.

**Art. 21.** En cas de non respect des conditions d'octroi de l'exonération, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'annulation de l'exonération du précompte immobilier notifiée par l'administration à l'entreprise et à l'administration compétente.

#### *CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires transitoires et finales*

**Art. 22.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre des articles 5 et 5bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'environnement dans le cadre des articles 5 et 5bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 10 janvier 2002 et du 4 juillet 2002;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'environnement dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992.

**Art. 23.** Le décret et le présent arrêté produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> octobre 2003 à l'exception de l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret et de l'article 22, 3° et 4°, du présent arrêté qui entrent en vigueur le jour de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 24.** Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 décembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4814

[C — 2004/27295]

#### 2. DEZEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere der Artikel 5, 7, 8 letzter Absatz, 11, 14, 16, 17 und 20;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen der Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Umweltpolitik im Rahmen der Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen vom Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2002 und vom 4. Juli 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Umweltpolitik im Rahmen vom Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;

In der Erwägung, dass die Regierung in Anbetracht der Grundsätze und Zielsetzungen der nachhaltigen Entwicklung die ausgeschlossenen Sektoren oder Teile von Sektoren auf genaue Art bestimmt, die in Artikel 5 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, um den Belangen von Betrieben, die bestimmten von der Regierung als für die Entwicklung der Region wesentlich anerkannten Untersektoren angehören, nicht zu schaden;

In der Erwägung, dass die Regierung bei ihrer allgemeinen Bestimmung der in Artikel 5 3° erwähnten verordnungsmäßigen Bedingung Ziele verfolgt, die mit den Auswirkungen, die die Investitionsprogramme auf die nachhaltige Entwicklung haben, verbunden sind;

Dass die den Betrieben auferlegte Verpflichtung, sich in einer gesunden finanziellen Lage zu befinden, tatsächlich im Hinblick auf die nachhaltige Entwicklung durch die Verfolgung von Zielen, die mit dem höheren Grundsatz der effizienten Verwendung der öffentlichen Gelder verbunden sind, zu erklären ist;

In der Erwägung, dass die Beihilferegelung dem im AB C37 vom 3. Februar 2001 veröffentlichten Gemeinschaftsrahmen für Staatsbeihilfen für den Umweltschutz entsprechen muss;

Aufgrund der am 20. August 2003 bezüglich der Beihilferegelung N15/2003 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission;

Aufgrund des am 15. Oktober 2002 abgegebenen Gutachtens Nr. AV. 1110 des "Conseil wallon de l'Environnement" (Wallonischer Umweltrat);

Aufgrund des am 21. Oktober 2002 verabschiedeten Gutachtens Nr. A.686 des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 26. August 2002 und am 16. April 2004 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 25. September 2003 und am 22. April 2004 gegebenen Zustimmungen des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 18. Mai 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, so wie er durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das "Dekret": das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

2° der "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;

3° der "Betrieb": der in Artikel 1, §§ 1 und 2 des Dekrets erwähnte Betrieb;

- 4° der "Mittelbetrieb": der in Artikel 1, § 1, Absatz 1 des Dekrets erwähnte Betrieb;
- 5° der "Kleinbetrieb": der in Artikel 1, § 1, Absatz 2 des Dekrets erwähnte Betrieb;
- 6° der "Großbetrieb": der in Artikel 1, § des Dekrets erwähnte Betrieb;
- 7° die "Prämie": der in Artikel 8, Absatz 2 des Dekrets erwähnte Anreiz;
- 8° die "Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug": der in Artikel 9 des Dekrets erwähnte Anreiz;
- 9° die "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 10° der "beauftragte Beamte": einer der in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region erwähnten Beamten, und zwar der Generaldirektor, der Generalinspektor, der Direktor, der erste Attaché oder der Attaché der Verwaltung unter Berücksichtigung der in den Artikeln 2 und 3 des besagten Erlasses erwähnten Regeln in Sachen Abwesenheit oder Verhinderung;
- 11° das "NACE-BEL-Verzeichnis": das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (2. Fassung 1998) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993 und die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001 aufgelegt ist;
- 12° der "Betriebssitz": die in Artikel 14 § 1 Absatz 2 1° des Gesetzes vom 20. September 1948 zur Organisation der Wirtschaft, abgeändert durch Artikel 2 des Gesetzes vom 3. Mai 2003 und in Artikel 49 Absatz 2 1° des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit, abgeändert durch Artikel 6 des Gesetzes vom 3. Mai 2003, erwähnte technische Betriebseinheit;
- 13° der "Grünstrom": Strom, der mittels erneuerbarer Energiequellen oder mittels einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplung erzeugt wird, deren Erzeugungsverfahren eine Reduzierung des Kohlendioxids um mindestens 10% im Verhältnis zu den jährlich durch die "Commission wallonne pour l'Energie" (CWAPE) (Wallonische Kommission für Energie) definierten und veröffentlichten Kohlendioxidemissionen zur Folge hat;
- 14° die "erneuerbaren Energiequellen": jede Energiequelle außerhalb der fossilen Brennstoffe und der Kernspaltung, deren zukünftige Verwendung nicht durch ihren Verbrauch begrenzt wird, insbesondere die Wasserkraft, die Windkraft, die Sonnenenergie, die Erdwärme, das Biogas, die organischen Produkte und Abfälle der Landwirtschaft und der Forstgarten- und Forstpflgewirtschaft und der organische biologisch abbaubare Anteil der Abfälle;
- 15° die "hochqualitative Kraft/Wärme-Kopplung": gekoppelte Erzeugung von Wärme und Strom, die unter Berücksichtigung der Wärme- bzw. Kältebedürfnisse des Betriebs entworfen wird, die eine Energieeinsparung im Vergleich zu der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme, Strom und, gegebenenfalls, Kälte in modernen Referenzanlagen, deren jährliche Betriebswirkungsgrade jährlich von der CWAPE definiert und veröffentlicht werden, erzielt;
- 16° die "Normen der Gemeinschaft": die durch Verordnungen, Richtlinien oder Entscheidungen erfassten und von dem Rat der Europäischen Union oder vom Europäischen Parlament und vom Rat der Europäischen Union verabschiedeten verpflichtenden Normen der Gemeinschaft, die die im Bereich der Umwelt zu erreichenden Niveaus festlegen, unabhängig davon, ob sie geltend sind oder in das belgische Recht umgesetzt worden sind oder nicht;
- 17° die "Abfälle": die in Artikel 2 1° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Abfälle.

## KAPITEL II — Die Anreize

### Abschnitt 1 — Die Prämie

**Art. 2** - Die Prämie kann vom Minister oder vom beauftragten Beamten dem Betrieb gewährt werden:

- 1° der die in Artikel 1, §§ 1 und 2 des Dekrets erwähnten Bedingungen, so wie sie in Artikel 3 genauer festlegt werden, einhält;
- 2° dessen Tätigkeiten nicht unter die in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Tätigkeitsbereiche, so wie sie in Artikel 4 präziser festgelegt werden, fallen;
- 3° der den in Artikel 5 erwähnten Bedingungen genügt;
- 4° der über ein Investitionsprogramm verfügt, das eins oder mehrere der in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Ziele verfolgt,
- a) so wie sie in Artikel 6 bestimmt sind;
  - b) die gemäß Artikel 7 angenommen sind;
  - c) die in einem in der Wallonischen Region befindlichen Betriebssitz zu verwirklichen sind.

**Art. 3** - Im Sinne des Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° die "Beschäftigtenzahl": die durchschnittliche Zahl der im Rahmen eines Arbeitsvertrags in der Gesamtheit der Betriebssitze des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von der Einreichung des Antrags.
- 2° der "Jahresumsatz": der Umsatz des letzten abgeschlossenen Rechnungsjahres von zwölf Monaten vor der Einreichung des Antrags;
- 3° die "Summe der Jahresbilanz": die Summe der Bilanz des letzten abgeschlossenen Rechnungsjahres von mindestens zwölf Monaten vor der Einreichung des Antrags;
- 4° die "öffentlichen Beteiligungsunternehmen": die öffentlichen Investitionsgesellschaften, d.h. die föderale Investitionsgesellschaft, die regionalen Investitionsgesellschaften und ihre Zweiggesellschaften;
- 5° die "Risikokapitalgesellschaften": die Investitionsgesellschaften, natürlichen Personen oder Gruppen von natürlichen Personen, die eine regelmäßige Tätigkeit im Bereich der Risikokapitalinvestition ausüben, die den Betrieben als Eigenmittel oder Quasi-Eigenmittel investierte Gelder, insbesondere in der Form von Beteiligungen oder nachgeordneten Anleihen zur Verfügung stellen, was deren Betrag auch sei;
- 6° die "institutionellen Anleger": die Banken, Versicherungsgesellschaften, Investmentfonds und regionalen Entwicklungsfonds, unter der Voraussetzung, dass sie separat oder zusammen keinerlei Kontrolle über die Gesellschaft ausüben;

7° die "universitären Einrichtungen": die Einrichtungen im Sinne des Dekrets vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten einschließlich deren Forschungszentren.

8° die "juristische Person öffentlichen Rechts": die juristische Person, die von den öffentlichen Behörden gegründet worden ist, und von ihnen kontrolliert wird, und die über Eigenbefugnisse verfügt zwecks der Befriedigung eines öffentlichen Interesses oder spezifischer öffentlicher Interessen.

Im Falle eines neulich eingerichteten Betriebs, dessen Jahresrechnung zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags noch nicht abgeschlossen ist, sind die in Punkt 2° und Punkt 3° von Absatz 1 erwähnten Angaben Gegenstand einer gutgläubigen Schätzung im Laufe des Geschäftsjahres.

Der Minister kann die Berechnungsmethode für die unter Punkt 1° von Absatz 1 erwähnten JAE bestimmen.

**Art. 4** - Die Tätigkeitsbereiche, die kraft Art. 5 des Dekrets vom Vorteil der Prämie ausgeschlossen sind, werden unter Bezugnahme auf die Bereiche oder Teilbereiche, die in den folgenden Abschnitten, Klassen und Unterklassen erwähnt sind, bestimmt:

1° 10.10 bis 10.30, 11, 12, 23.30 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

2° 40.10 bis 40.30 des NACE-BEL-Verzeichnisses

3° 65 bis 70.32 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

4° 80.10 bis 80.42 des NACE-BEL-Verzeichnisses

5° 85.11 bis 85.32 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

6° 92 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klasse 92.11 und der Unterklasse 92.332 des NACE-BEL-Verzeichnisses

7° die Großvertriebstätigkeiten, deren Hauptzweck im Verkauf von Gütern an Privatkunden besteht;

8° die freien Berufe und die Vereinigungen von Freiberuflern;

In Abweichung von Absatz 1 2° ist der kleine Betrieb, der nicht einem Mittel- bzw. Großbetrieb gehört, der im Energiesektor tätig ist und Grünstrom erzeugt, nicht ausgeschlossen. Der Minister kann den Inhalt der ausgeschlossenen Abschnitte, Klassen oder Unterklassen, sowie die in den Punkten 7° und 8°, des Absatzes 1 erwähnten Begriffe näher bestimmen.

Die Bezugnahme auf das NACE-BEL-Verzeichnis lässt vermuten, dass der Betrieb oder dessen Investitionsprogramm den betroffenen Tätigkeitsbereichen angehört. Der Betrieb kann jedoch feststellen, dass die ihm zugeteilte Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere andere Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.

**Art. 5** - Der Betrieb, der eine Prämie beansprucht, genügt den folgenden Bedingungen:

1° die die Ausübung seiner Tätigkeit regelnden gesetzlichen Bestimmungen und die steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen einhalten oder sich verpflichten, ihnen gemäß den von der zuständigen Verwaltung bestimmten Modalitäten und Fristen nachzukommen;

2° die Bestimmungen des Gesetzes vom 17 Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten einhalten;

3° mit Ausnahme der Betriebe, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags keine drei Rechnungsjahre abgeschlossen haben, darf der Betrieb:

a) keinen Betriebsverlust verzeichnen, der den Betrag der Abschreibungen und Wertminderungen zu Aufwendungen für die Errichtung und zu Sachanlagen und immateriellen Anlagewerten übersteigt, dies während der zwei Rechnungsjahre vor der Einreichung des Antrags;

b) wegen Verlusten am Tag des Abschlusses des der Einreichung des Antrags vorangehenden Rechnungsjahres kein auf einen Betrag von weniger als zwei Drittel des Gesellschaftskapitals reduziertes Nettoaktivvermögen aufweisen.

**Art. 6** - Die betroffenen Investitionsprogramme sind Investitionen in Sachanlagen oder immaterielle Anlagewerte, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz in der Rubrik "Anlagevermögen" stehen müssen und die das Folgende betreffen:

1° Anlagen und Ausrüstungen, die dazu bestimmt sind, eins oder mehrere der in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Ziele zu erfüllen;

2° Grundstücke und Gebäude, wenn sie unbedingt notwendig sind, um eins der in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Ziele zu erfüllen;

3° Ausgaben in Verbindung mit Technologietransfer, in der Form eines Erwerbs von Lizenzen oder von patentierten oder auch nicht patentierten technischen Kenntnissen, deren Wert durch einen Bericht von einem Betriebsrevisor bescheinigt wird, und die folgenden Bedingungen genügen:

a) als abschreibbare Elemente der Aktiva betrachtet werden;

b) bei einem dem Betrieb nicht angehörenden Dritten zu den Marktbedingungen erworben werden;

c) während mindestens fünf Jahren ab der Entscheidung zur Gewährung der Prämie am Betriebsitz des Unternehmens benutzt werden und bleiben, außer wenn diese immateriellen Anlagewerte mit offensichtlich veralteten Techniken verbunden sind.

**Art. 7** - § 1. Im Bereich des Umweltschutzes besteht der in Artikel 6 1°, c) des Dekrets erwähnte Fall in der Verwertung der Abfälle, die in ihrer dreifachen Dimension d.h. die Wiederverwendung, das Recycling und die Verringerung des Energieverbrauchs, um die Gefahr für die Umwelt zu verringern, betrachtet wird.

§ 2. Im Bereich der nachhaltigen Verwendung der Energie sind die zugelassenen Investitionen auf die vom Betrieb getragenen Mehrkosten

1° im Verhältnis zu einer Investition in Bezug auf eine herkömmliche gleichartige Investition im in Artikel 6 2°, a) des Dekrets erwähnten Fall;

2° im Verhältnis zu einer herkömmlichen Anlage zur Energieerzeugung mit der gleichen Leistungsfähigkeit in Bezug auf die effektive Energieerzeugung in den in Artikel 6 2°, b) und c) des Dekrets erwähnten Fällen



begrenzt.

Vom in Anwendung von § 2 1° oder 2° erhaltenen Betrag ist Folgendes abzuziehen:

- a) die mit einer eventuellen Leistungsfähigkeitserhöhung verbundenen Vorteile;
- b) die während der ersten fünf Jahre der Nutzungsdauer der Investition verursachten Kosteneinsparungen;
- c) die zusätzlichen Nebenerzeugungen während desselben Zeitraums von fünf Jahren.

§ 3. Die Modalitäten zur Berechnung der zugelassenen Investitionen können vom Minister nach Beratung mit den zuständigen Verwaltungen und eventuell mit der "Commission wallonne pour l'Energie" (CWaPE) genauer festgelegt werden.

Der Mindestbetrag der vorgelegten Investitionen wird auf € 25.000 festgesetzt.

**Art. 8 - § 1.** Was die durch einen Klein- oder Mittelbetrieb zugunsten des Umweltschutzes getätigten Investitionen betrifft, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug auf einen Prozentsatz der zugelassenen Investitionen wie folgt festgesetzt:

- 1° 20% bei Investitionen, die ein Überschreiten der Normen der Gemeinschaft ermöglichen;
- 2° 25% im unter Punkt 1° erwähnten Fall und unter der Bedingung, dass eine Zertifizierung nach ISO 14001 gewährt worden ist;
- 3° 30% im unter Punkt 1° erwähnten Fall und unter der Bedingung, dass eine Zertifizierung nach EMAS gewährt worden ist;
- 4° 15% für den Klein- oder Mittelbetrieb im Falle von zugelassenen Investitionen, die eine Angleichung an neue, seit weniger als drei Jahren angenommenen Normen der Gemeinschaft ermöglichen.

Der Betrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug, die dem Klein- oder Mittelbetrieb gewährt werden, darf jedoch eine Million Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von 4 Jahren nicht überschreiten.

§ 2. Was die durch einen Großbetrieb zugunsten des Umweltschutzes getätigten Investitionen betrifft, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit dieser Investition auf einen Prozentsatz der zugelassenen Investitionen wie folgt festgesetzt:

- 1° 15% bei Investitionen, die ein Überschreiten der Normen der Gemeinschaft ermöglichen;
- 2° 17,5% im unter Punkt 1° erwähnten Fall und unter der Bedingung, dass eine Zertifizierung nach ISO 14001 gewährt worden ist;
- 3° 20% im unter Punkt 1° erwähnten Fall und unter der Bedingung, dass eine Zertifizierung nach EMAS gewährt worden ist.

Der Betrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug, die dem Großbetrieb gewährt werden, darf jedoch zwei Millionen Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von 4 Jahren nicht überschreiten.

§ 3. Was die durch einen Betrieb zur Verringerung und internen Verwertung der Abfälle innerhalb des Produktionsverfahrens getätigten Investitionsprogramme betrifft, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit dieser Investition auf 15% der zugelassenen Investitionen festgesetzt.

Der Betrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug darf jedoch eine Million Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von 4 Jahren bei Klein- und Mittelbetrieben, und 2 Millionen Euro für einen Zeitraum von 4 Jahren bei Großbetrieben nicht überschreiten.

**Art. 9 - § 1.** Was die durch einen Klein- oder Mittelbetrieb zur Verringerung des Verbrauchs der während des Produktionsverfahrens benutzten Energie getätigten Investitionen betrifft, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit diesen Investitionen auf 40% der zugelassenen Investitionen festgesetzt und darf dieser Betrag eine Million Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten.

Was die durch einen Großbetrieb zur Verringerung des Verbrauchs der während des Produktionsverfahrens benutzten Energie getätigten Investitionen betrifft, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit diesen Investitionen auf 20% der zugelassenen Investitionen festgesetzt und darf dieser Betrag zwei Millionen Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten.

§ 2. Was die durch einen Klein- oder Mittelbetrieb getätigten Investitionen betrifft, die die Entwicklung von aus erneuerbaren Energiequellen stammender Energie ermöglichen, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit diesen Investitionen auf 40% der zugelassenen Investitionen festgesetzt und darf dieser Betrag eine Million Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten.

Was die durch einen Großbetrieb getätigten Investitionen betrifft, die die Entwicklung von aus erneuerbaren Energiequellen stammender Energie ermöglichen, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit diesen Investitionen auf 20% der zugelassenen Investitionen festgesetzt und darf dieser Betrag zwei Millionen Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten.

§ 3. Was die durch einen Klein- oder Mittelbetrieb getätigten Investitionen betrifft, die die Entwicklung von hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen ermöglichen, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit diesen Investitionen auf 40% der zugelassenen Investitionen festgesetzt und darf dieser Betrag eine Million Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten.

Was die durch einen Großbetrieb getätigten Investitionen betrifft, die die Entwicklung von hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen ermöglichen, wird der Gesamtbetrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug in Verbindung mit diesen Investitionen auf 20% der zugelassenen Investitionen festgesetzt und darf dieser Betrag zwei Millionen Euro pro Betrieb für einen Zeitraum von vier Jahren nicht überschreiten.

**Art. 10 -** Bevor der Betrieb sein Investitionsprogramm startet, reicht er einen Antrag auf eine Prämie bei der Verwaltung ein. Innerhalb zehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Abs. 1 gemeinten Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Abs. 2 erwähnte Frist verlängern.

**Art. 11** - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang der Akte kann die Verwaltung dem Betrieb ein Schreiben zukommen lassen, in dem sie die fehlenden Informationen beantragt und dem Betrieb eine Frist von einem Monat einräumt, um seine Akte zu vervollständigen.

Hat der Betrieb die von der Verwaltung beantragten Auskünfte innerhalb des Monats nicht übermittelt, so wird ihm ein Einschreiben zugeschickt, in dem ihm erneut eine einmonatige Frist gewährt wird. Nach Ablauf dieser Frist fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Prämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit.

Wenn der Betrieb die in Art. 5 3°, a) erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Prämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit. Dieser Beschluss tritt ab dessen Zustellung an den Betrieb in Wirkung und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer Finanzausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht, und ein positives Cash-flow-Ergebnis aufweist.

Wenn der Betrieb die in Art. 5 3°, b) erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf Prämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit. Dieser Beschluss tritt ab dessen Zustellung an den Betrieb in Wirkung und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer Finanzausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht, und ein Nettoaktivvermögen aufweist, das höher als zwei Drittel des Gesellschaftskapitals ist.

Wenn der Betrieb innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Monaten ab der Zustellung des in Absatz 3 und 4 erwähnten Beschlusses zur Aufhebung des Antrags auf Prämie keinen neuen Finanz- oder Bilanzausweis vorlegt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Prämie, den die Verwaltung dem Betrieb per Einschreiben zustellt.

**Art. 12** - Binnen den dreißig Tagen, die je nach Fall auf den Eingang der in Art. 10 Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 11 Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen, der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 11 Absatz 3 oder der neuen Bilanzlage im Sinne von Art. 11 Absatz 4 folgen, übermittelt die Verwaltung:

1° der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, was die Investitionsprogramme zugunsten des Umweltschutzes oder diejenigen, die zur Verringerung und zur internen Verwertung der Abfälle bestimmt sind, betrifft;

2° der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region, was das Investitionsprogramm zugunsten der nachhaltigen Energieverwendung betrifft;

die Akte zur Begutachtung.

Das Gutachten dieser Generaldirektionen wird innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem Eingang des Antrags auf Gutachten der Verwaltung übermittelt, wenn der Betrieb alle zusätzlichen Informationen übermittelt hat.

**Art. 13** - Das Investitionsprogramm wird binnen sechs Monaten nach dem Datum dessen Inbezugnahme im Sinne von Art. 10 Absatz 1 eingeleitet und wird binnen vier Jahren ab demselben Datum durchgeführt.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Abs. 1 erwähnten Fristen verlängern.

**Art. 14** - Innerhalb von vier Monaten nach Eingang des in Artikel 12 Absatz 2 erwähnten Gutachtens fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung der Prämie in Form einer Vereinbarung, die u.a. Folgendes enthält:

1° die Bestimmungen in Bezug auf den Betrag der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug;

2° das Investitionsprogramm;

3° das Datum des Beginns und des Endes des Investitionsprogramms;

4° die Ziele, die durch das Investitionsprogramm in Sachen Umweltschutz oder nachhaltige Nutzung der Energie zu erreichen sind.

**Art. 15** - Der Betrieb reicht einen Antrag zur Auszahlung der Prämie spätestens ein Jahr nach dem Ende der Durchführung seines Investitionsprogramms ein.

Um diese Auszahlung zu erhalten, muss der Betrieb:

1° sein Investitionsprogramm durchgeführt und gezahlt haben;

2° den Nachweis der Einhaltung der steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen erbringen;

3° die umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen einhalten;

4° wenn in der in Artikel 14 erwähnten Vereinbarung solche Ziele festgesetzt worden sind, die Auswirkungen des Investitionsprogramms zugunsten der nachhaltigen Nutzung der Energie erreicht haben, die die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region überprüfen wird;

5° wenn in der in Artikel 14 erwähnten Vereinbarung solche Ziele gesetzt worden sind, die Auswirkungen des Investitionsprogramms zugunsten des Umweltschutzes erreicht haben, die die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region überprüfen wird.

Bei Nichteinhaltung der in Absatz 1 erwähnten Bedingungen und Ziele fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung der Prämie für einen Zeitraum von zwölf Monaten ab dessen Zustellung durch die Verwaltung, die den Betrieb auffordert, diese Bedingungen einzuhalten oder diese Ziele zu erreichen, dies gemäß den durch die Verwaltung oder die in Absatz 1 4° und 5° erwähnten Generaldirektionen festgesetzten Fristen.

Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist den Nachweis der Einhaltung der in Absatz 1 erwähnten Bedingungen oder Ziele nicht erbracht hat, leitet der Minister oder der beauftragte Beamte die Streichung der Beihilfen ein, die dem Betrieb per Einschreiben zugestellt wird. Unter Vorbehalt der Anwendung des Artikels 16 fordert die Verwaltung die Anreize gemäß Artikel 17 zurück.

**Art. 16** - Der Minister kann den Beschluss zur Gewährung der Prämie in folgenden Fällen aufrechterhalten:

1° im Fall der Nichteinhaltung der in Artikel 12 des Dekrets erwähnten oder in der Vereinbarung bestimmten Bedingungen aufgrund eines wie in Artikel 1 1° des Dekrets bestimmten Falles höherer Gewalt;

2° in den in Artikel 16 Absatz 1 2° des Dekrets erwähnten Fällen unter der Bedingung:

- a) dass die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird;
- b) dass die Prämie und die damit verbundenen Investitionen an die neue juristische Einheit übertragen werden und unter den vertraglichen Bedingungen, für die sie gewährt worden waren, erhalten bleiben.

**Art. 17** - Bei Streichung der Investitionsprämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug erfolgt die Beitreibung dieser Anreize auf Initiative der Verwaltung mit allen Rechtsmitteln.

**Art. 18** - Die in Artikel 12 erwähnte Verwaltung bzw. erwähnten Verwaltungen können eine Kontrolle im Betrieb einleiten, sobald dieser die in Artikel 10 erwähnte Empfangsbestätigung erhalten hat.

#### Abschnitt 2 — Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug

**Art. 19** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann gemäß Artikel 9, Absatz 1 des Dekrets dem den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen genügenden Betrieb die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug gewähren.

**Art. 20** - Der Betrieb beantragt die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug gemäß dem in den Artikeln 10 bis 14 erwähnten Verfahren.

Die Dauer dieser Freistellung wird unter Berücksichtigung der in Artikel 9 Absätze 2 und 3 des Dekrets festgesetzten Grenzen in der in Artikel 14 Absatz 2 erwähnten Vereinbarung festgesetzt.

Jeglicher Beschluss zur Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug wird der zuständigen Verwaltung zugestellt.

**Art. 21** - Bei Nichteinhaltung der Bedingungen zur Gewährung der Freistellung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Streichung der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug, der dem Betrieb und der zuständigen Verwaltung von der Verwaltung zugestellt wird.

#### KAPITEL III — Aufhebende Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 22** - Folgende Erlasse werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen der Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Umweltpolitik im Rahmen der Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen vom Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2002 und vom 4. Juli 2002;

4° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Umweltpolitik im Rahmen vom Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist.

**Art. 23** - Das Dekret und der vorliegende Erlass werden am 1. Oktober 2003 wirksam, mit Ausnahme des Artikels 19 Absatz 1 2° des Dekrets und des Artikels 22 3° und 4° des vorliegenden Erlasses, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

**Art. 24** - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Dezember 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4814

[C — 2004/27295]

#### 2 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op de artikelen 5, 7, 8, laatste lid, 11, 14, 16, 17 en 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van de artikelen 5 en 5bis van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake leefmilieu in het kader van de artikelen 5 en 5bis van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van artikel 32.13 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 januari 2002 en 4 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake leefmilieu in het kader van artikel 32.13 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Overwegende dat de Regering, rekening houdende met de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling, op nauwgezette wijze de uitgesloten sectoren of sectordelen bedoeld in artikel 5 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen nader bepaalt om de belangen van ondernemingen uit bepaalde deelsectoren die de Regering als van wezenlijk belang beschouwt voor de gewestelijke ontwikkeling, niet te schenden;

Overwegende dat de Regering, door op algemene wijze de regelgevende voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, te bepalen, doelstellingen nastreeft die verband houden met de effecten die de investeringsprogramma's sorteren op de duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een gezonde financiële toestand te verkeren in verband met de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden doordat de Regering de doelstellingen nastreeft verbonden aan het hoger beginsel van het doelmatig gebruik van overheidsgeld;

Overwegende dat de steunregeling moet overeenkomen met de gemeenschappelijke raamregeling voor steun van staatswege voor de milieubescherming bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 3 februari 2001;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 20 augustus 2003 waarbij de steunregeling N/15/2003 goedgekeurd wordt;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame Ontwikkeling) nr. AV.1110, gegeven op 15 oktober 2002;

Gelet op het advies nr. A.686 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), aangenomen op 21 oktober 2002;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 augustus 2002 en 16 april 2004;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Begroting, gegeven op 25 september 2003 en 22 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37.095/2, gegeven op 18 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen door de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en toepassingsveld*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Economie en K.M.O.'s;

3° "onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2, van het decreet;

4° "middelgrote onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, van het decreet;

5° "kleine onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, van het decreet;

6° "grote onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet;

7° "premie" : de incentive bedoeld in artikel 8, tweede lid, van het decreet;

8° "vrijstelling van de onroerende voorheffing" : de incentive bedoeld in artikel 9 van het decreet;

9° "bestuur" : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

10° "gemachtigd ambtenaar" : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, namelijk de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of de attaché van het bestuur, waarbij rekening wordt gehouden met de afwezigheids- of verhinderingsregels bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dat besluit;

11° "NACE-BEL-code" : de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (tweede uitgave 1998) in één gemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993 en bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001;

12° "bedrijfszetel" : de technische eenheid bedoeld in artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 3 mei 2003, en in artikel 49, tweede lid, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij het uitvoeren van hun werk, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 3 mei 2003;

13° "milieuvriendelijke elektriciteit" : de elektriciteit geproduceerd d.m.v. hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling waarvan het productiekanaal minimum 10 % kooldioxydebesparing opwekt in verhouding tot kooldioxyde-emissies, die jaarlijks door de "Commission wallonne pour l'Énergie CWaPE" (Waalse Energiecommissie) vastgelegd en bekendgemaakt worden;

14° "hernieuwbare energiebronnen" : alle andere energiebronnen dan fossiele brandstoffen en kernsplijting, waarvan het toekomstige gebruik niet beperkt wordt door het verbruik daarvan, inzonderheid hydraulische energie, windenergie, zonne-energie, geothermische energie, biogas, organische producten en afvalstoffen van de land- en bosbouw, en het biologisch afbreekbare organische gedeelte van afvalstoffen;

15° "kwaliteitswarmtekrachtkoppeling" : de gecombineerde productie van elektriciteit en warmte uitgedacht volgens de behoeften aan warmte of koude van de onderneming, die energie bespaart in verhouding tot de aparte productie van dezelfde hoeveelheden warmte, elektriciteit of koude in moderne referentie-installaties waarvan het jaarlijkse exploitatierendement wordt vastgelegd en bekendgemaakt door de CWaPE;

16° "normen van de Gemeenschap" : de verplichte Gemeenschapsnormen uitgevaardigd via verordeningen, richtlijnen of beslissingen goedgekeurd door de Europese raad die de te halen niveaus inzake milieu vastleggen zelfs als de normen al dan niet in Belgisch recht omgezet of van kracht zijn;

17° "afvalstoffen" : de afvalstoffen bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

HOOFDSTUK II. — *Incentives**Afdeling 1. — Premie*

**Art. 2.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een premie toekennen aan de onderneming :

- 1° die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2, van het decreet, zoals nader bepaald in artikel 3;
- 2° waarvan de activiteiten niet ressorteren onder de activiteitengebieden bedoeld in artikel 5 van het decreet, zoals nader bepaald in artikel 4;
- 3° die de in artikel 5 bedoelde voorwaarden vervult;
- 4° die een investeringsprogramma overlegt dat één of meerdere van de doelstellingen bedoeld in artikel 6 van het decreet nastreeft en gericht op investeringen :
  - a) zoals bepaald in artikel 6;
  - c) toegelaten overeenkomstig artikel 7;
  - d) te verrichten in een bedrijfszetel die in het Waalse Gewest gevestigd is.

**Art. 3.** In de zin van het decreet wordt verstaan onder :

- 1° "personeelsbestand" : het jaargemiddelde van het aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst in de bedrijfszetel waarop de aanvraag betrekking heeft, overeenstemmend met het aantal werkeenheden, berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid over de vier kwartalen die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan;
- 2° "jaaromzet" : de omzet betreffende het laatst afgesloten werkingsjaar over minstens twaalf maanden, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat;
- 3° "jaarbalanstotaal" : het totaal opgenomen in de balans betreffende het laatst afgesloten werkingsjaar over minstens twaalf maanden, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat;
- 4° "publieke participatiemaatschappijen" : de openbare investeringsmaatschappijen, namelijk de Federale Investeringsmaatschappij, de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen en hun dochtermaatschappijen;
- 5° "risicokapitaalmaatschappijen" : de investeringsmaatschappijen, natuurlijke personen of groepen natuurlijke personen met een regelmatige activiteit betreffende de investering in risicokapitaal die middelen, geïnvesteerd in de vorm van eigen middelen of semi-eigen middelen en meer bepaald in de vorm van ondergeschikte participaties of leningen, ongeacht het bedrag, ter beschikking van ondernemingen stellen;
- 6° "institutionele beleggers" : de banken, verzekeringsmaatschappijen, de beleggingsfondsen en de gewestelijke ontwikkelingsfondsen, en op voorwaarde dat die noch individueel noch samen een controle uitoefenen op de onderneming;
- 7° "universitaire instellingen" : de instellingen bedoeld in het decreet van 31 maart 2004 tot omschrijving van het hoger onderwijs, waarbij de integratie hiervan in de Europese ruimte voor hoger onderwijs bevorderd wordt en de universiteiten, met inbegrip van hun onderzoekscentra, geherfinancierd worden;
- 8° "publiekrechtelijke rechtspersoon" : de door de overheid opgerichte en gecontroleerde rechtspersoon die eigen bevoegdheden geniet met het oog op het vervullen van een openbaar belang of van specifieke openbare belangen.

Als het gaat om een nieuwe onderneming waarvan de rekeningen nog niet afgesloten zijn op de datum van indiening van de aanvraag, worden de gegevens bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, te goeder trouw geraamd in de loop van het boekjaar.

De wijze waarop de werkeenheden bedoeld in het eerste lid, 1°, berekend worden kan nader bepaald worden door de Minister.

**Art. 4.** De activiteitengebieden die krachtens artikel 5 van het decreet uitgesloten worden van het voordeel van de premie worden nader bepaald wat betreft de sectoren of sectordelen opgenomen in de volgende afdelingen, klassen en onderklassen :

- 1° 10.10 tot en met 10.30, 11, 12, 23.30 van de NACE-BEL-code;
- 2° 40.10 tot en met 40.30 van de NACE-BEL-code;
- 3° 65 tot en met 70.32 van de NACE-BEL-code;
- 4° 80.10 tot en met 80.42 van de NACE-BEL-code;
- 5° 85.11 tot en met 85.32 van de NACE-BEL-code;
- 6° 92 van de NACE-BEL-code, met uitzondering van de klassen 92.11 en onderklasse 92.332 van de NACE-BEL-code;
- 7° de grootdistributie met als hoofddoel de verkoop van goederen aan particulieren;
- 8° de vrije beroepen of de verenigingen gevormd door die personen.

In afwijking van het eerste lid, 2°, wordt de kleine onderneming die niet in handen is van een middelgrote of grote onderneming uit de energiesector en die milieuvriendelijke elektriciteit produceert, niet uitgesloten.

De Minister kan de inhoud van de uitgesloten afdelingen, klassen en onderklassen nader bepalen, alsook de begrippen bedoeld onder de punten 7° en 8° van het eerste lid.

De verwijzing naar de NACE-BEL-code laat vermoeden dat de onderneming of haar investeringsprogramma onder dat activiteitengebied ressorteert. De onderneming kan vaststellen dat de NACE-BEL-code die haar wordt toegeschreven niet aan haar activiteitengebied of aan het door haar in het vooruitzicht gestelde investeringsprogramma beantwoordt en dat ze bij de Kruispuntbank Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes toegewezen te krijgen.

**Art. 5.** De onderneming die om het voordeel van de premie verzoekt, vervult de volgende voorwaarden :

- 1° ze voldoet aan de wetbepalingen die haar activiteit regelen, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en regelgevingen of verbindt zich ertoe orde op zaken te stellen met inachtneming van de modaliteiten en termijnen waarin de bevoegde administratie voorziet;
- 2° ze voldoet volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten aan de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen;

3° met uitzondering van de onderneming die niet drie boekjaren afgesloten heeft op de datum van de indiening van de aanvraag, verkeert ze niet in één van de volgende toestanden :

a) in de loop van de laatste twee boekjaren afgesloten vóór de indiening van de aanvraag was haar bedrijfsverlies niet hoger dan de afschrijvingen en waardeverminderingen op vestigingskosten, materiële en immateriële vaste activa;

b) haar nettoactiva zijn niet verminderd tot een bedrag onder twee derde van het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van verliezen op de datum van afsluiting van het boekjaar afgesloten vóór de indiening van de aanvraag.

**Art. 6.** Bedoelde investeringsprogramma's zijn investeringen in materiële of immateriële vaste activa die geboekt moeten worden bij de balansactiva onder de rubriek "vaste activa" en die betrekking hebben op :

1° installaties en uitrustingen om één of meer van de doelstellingen bedoeld in artikel 6 van het decreet te halen;

2° gronden en gebouwen indien ze absoluut noodzakelijk zijn om te voldoen aan één van de doelstellingen bedoeld in artikel 6 van het decreet;

3° de uitgaven i.v.m. de technologietransfer in de vorm van een octrooiverwerving van een exploitatievergunning of een vergunning voor gepatenteerde dan wel niet-gepatenteerde technische kennis waarvan de waarde bevestigd wordt door een bedrijfsrevisor en die aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) beschouwd worden als afschrijfbaar activa;

b) onder de marktvoorwaarden verworven worden bij een derde bij de onderneming;

c) minstens vijf jaar na de beslissing tot toekenning van de premie geëxploiteerd worden en in de bedrijfszetel van de onderneming blijven, behalve als deze immateriële activa overeenkomen met duidelijk verouderde technieken.

**Art. 7. § 1.** Wat milieubescherming betreft, wordt in het geval bedoeld in artikel 6, 1°, c), van het decreet gewezen op afvalvalorisatie via hergebruik, recyclage en reductie van energie om milieurisico's te beperken.

§ 2. Wat duurzaam energiegebruik betreft, worden de toegelaten investeringen beperkt tot de extra kosten, die door de onderneming gedragen worden :

1° in verband met een investering betreffende een traditionele installatie van dezelfde aard in het geval bedoeld in artikel 6, 2°, a), van het decreet;

2° in verband met een traditionele installatie voor energieproductie met dezelfde capaciteit in termen van effectieve energieproductie voor de gevallen bedoeld in artikel 6, 2°, b) en c), van het decreet.

Het bedrag verkregen overeenkomstig § 2, 1° of 2°, wordt verminderd :

a) de voordelen uit een eventuele capaciteitsverhoging;

b) de kostenbesparingen tijdens de eerste vijf jaren van de investering;

c) de bijkomende speculatieve producties tijdens diezelfde periode van vijf jaar.

§ 3. De modaliteiten voor de berekening van de toegelaten investeringen kunnen door de Minister nader bepaald worden na overleg met de bevoegde besturen en, eventueel, de "Commission wallonne pour l'Energie (CWaPE).

De minimale investeringsdrempel wordt op 25.000 euro vastgelegd.

**Art. 8. § 1.** Wat betreft de investeringen die een kleine of middelgrote onderneming voor de milieubescherming verricht, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing vastgelegd op een percentage van de toegelaten investeringen, meer bepaald :

1° 20 % voor investeringen die toelaten om de Gemeenschapsnormen te overschrijden;

2° 25 % in het geval bedoeld in 1° en op voorwaarde dat ze ISO 14001 gecertificeerd is;

3° 30 % in het geval bedoeld in 1° en op voorwaarde dat ze EMAS gecertificeerd is.

4° 15 % voor de kleine en middelgrote onderneming in het geval van toegelaten investeringen om te kunnen voldoen aan nieuwe normen van de Gemeenschap die sinds minder dan drie jaar zijn aangenomen.

Het bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat aan de kleine en middelgrote onderneming toegekend wordt, mag echter niet hoger zijn dan één miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

§ 2. Wat betreft de investeringen die een grote onderneming voor de milieubescherming verricht, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op deze investeringen, vastgelegd op een percentage van de toegelaten investeringen, meer bepaald :

1° 15 % voor investeringen die toelaten om de Gemeenschapsnormen te overschrijden;

2° 17,5 % in het geval bedoeld in 1° en op voorwaarde dat ze ISO 14001 gecertificeerd is;

3° 20 % in het geval bedoeld in 1° en op voorwaarde dat ze EMAS gecertificeerd is.

Het bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat aan de grote onderneming toegekend wordt, mag echter niet hoger zijn dan 2 miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

§ 3. Wat betreft de investeringsprogramma's voor de reductie en de interne valorisatie van de afvalstoffen in het kader van het productieproces van een onderneming, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling voor onroerende voorheffing dat betrekking heeft op die investeringen vastgelegd op 15 % van de toegelaten investeringen.

Het bedrag van de toegekende premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing mag echter niet hoger zijn dan één miljoen euro over een periode van 4 jaar naargelang het een kleine of middelgrote onderneming betreft, of 2 miljoen euro per onderneming over een periode van 4 jaar naargelang het een grote onderneming betreft.

**Art. 9. § 1.** Wat betreft de investeringen verricht door een kleine of middelgrote onderneming om het energieverbruik te verminderen tijdens het productieproces, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op de investeringen vastgelegd op 40 % van de toegelaten investeringen en mag het niet hoger zijn dan één miljoen euro per onderneming over een periode van 4 jaar.

Wat betreft de investeringen verricht door een grote onderneming om het energieverbruik te verminderen tijdens het productieproces wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op de investeringen vastgelegd op 20 % van de toegelaten investeringen en mag het niet hoger zijn dan twee miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

§ 2. Wat betreft de investeringen verricht door een kleine of middelgrote onderneming om energie uit hernieuwbare energiebronnen te ontwikkelen, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op de investeringen vastgelegd op 40 % van de toegelaten investeringen en mag het niet hoger zijn dan één miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

Wat betreft de investeringen verricht door een grote onderneming om energie uit hernieuwbare energiebronnen te ontwikkelen, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op de investeringen vastgelegd op 20 % van de toegelaten investeringen en mag het niet hoger zijn dan twee miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

§ 3. Wat betreft de investeringen verricht door een kleine of middelgrote onderneming om kwaliteitswarmtekrachtkoppeling te ontwikkelen, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op de investeringen vastgelegd op 40 % van de toegelaten investeringen en mag het niet hoger zijn dan één miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

Wat betreft de investeringen verricht door een grote onderneming om kwaliteitswarmtekrachtkoppeling te ontwikkelen, wordt het globale bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing dat betrekking heeft op de investeringen vastgelegd op 20 % van de toegelaten investeringen en mag het niet hoger zijn dan twee miljoen euro per onderneming over een periode van vier jaar.

**Art. 10.** De onderneming richt een aanvraag om investeringspremie aan het bestuur vooraleer haar investeringsprogramma op te starten. Het bestuur bericht ontvangst binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag en bepaalt de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking wordt genomen. Die datum stemt overeen met de datum van ontvangst van de aanvraag.

De onderneming stuurt op basis van een typeformulier een dossier naar het bestuur binnen zes maanden na de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het eerste lid.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de termijn bedoeld in het tweede lid verlengen op voorafgaandelijk verzoek van de onderneming en om behoorlijk gerechtvaardigde redenen.

**Art. 11.** Het bestuur kan de onderneming binnen drie maanden na de datum van ontvangst van het dossier verzoeken om de ontbrekende gegevens en haar een termijn van één maand toestaan om het dossier te vervolledigen.

Indien de onderneming de door het bestuur aangevraagde gegevens niet binnen een maand heeft meegedeeld, wordt ze bij aangetekend schrijven verwittigd dat ze over een nieuwe termijn van één maand beschikt. Na afloop van die termijn beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premie te weigeren. De onderneming wordt door het bestuur bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing.

Indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, a), beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premieaanvraag op te schorten. De onderneming wordt door het bestuur bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing. De beslissing heeft uitwerking vanaf de datum waarop ze naar de onderneming verstuurd wordt en heeft geen gevolg meer vanaf de datum van ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand betreffende één van de twee volgende boekjaren dat een positieve bruto-autofinancieringsmarge vertoont.

Indien de onderneming niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, b), beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premieaanvraag op te schorten. De onderneming wordt door het bestuur bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing. De beslissing heeft uitwerking vanaf de datum waarop ze naar de onderneming verstuurd wordt en heeft geen gevolg meer vanaf de datum van ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand betreffende één van de twee volgende boekjaren dat nettoactiva vertoont die hoger zijn dan twee derde van het maatschappelijk kapitaal.

Indien de onderneming binnen een vierentwintig maanden na de verzending van de beslissing tot opschorting van de premieaanvraag bedoeld in het derde of het vierde lid geen nieuwe financiële of balansstoestand overlegt, beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premie te weigeren. De onderneming wordt door het bestuur bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing.

**Art. 12.** Binnen volgende dertig dagen, al naar gelang het geval na ontvangst van het in artikel 10, tweede lid, bedoelde dossier van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 11, tweede lid, betreffende de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 11, derde lid, of van de nieuwe balansstoestand bedoeld in artikel 11, vierde lid, maakt het bestuur het dossier voor advies over aan :

1° het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, wat betreft de investeringsprogramma's voor milieubescherming of voor de vermindering of interne valorisatie van afvalstoffen;

2° het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest, wat betreft het investeringsprogramma voor duurzaam energiegebruik.

Het advies van deze Directoraten-generaal wordt aan het bestuur overgemaakt binnen zestig lopende dagen na ontvangst van de adviesaanvraag, voorzover de onderneming alle bijkomende informatie heeft verstrekt.

**Art. 13.** Het investeringsprogramma vangt aan binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum bedoeld in artikel 10, eerste lid, waarop het in overweging wordt genomen en wordt uitgevoerd binnen een termijn van vier jaar, die op diezelfde datum ingaat.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de termijnen bedoeld in het eerste lid verlengen op behoorlijk gerechtvaardigd verzoek van de onderneming.

**Art. 14.** Binnen vier maanden na ontvangst van het advies bedoeld in artikel 12, tweede lid, beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premie toe te toekennen via een overeenkomst bevattende o.a. :

1° de bepalingen betreffende het bedrag van de premie en de vrijstelling van de onroerende voorheffing;

2° het investeringsprogramma;

3° de begin- en einddatum van het investeringsprogramma;

4° de door het investeringsprogramma te halen doelstellingen inzake milieubescherming of duurzaam energiegebruik.

**Art. 15.** De onderneming dient uiterlijk één jaar na de uitvoering van haar investeringsprogramma een aanvraag tot betaling van de premie in.

De premie wordt betaald als de onderneming :

1° haar investeringsprogramma heeft uitgevoerd en betaald;

2° bewezen heeft dat ze voldoet aan de fiscale en sociale wet- en regelgevingen;

3° voldoet aan de wetgevingen en regelgevingen inzake het leefmilieu;

4° de doelstellingen van het investeringsprogramma voor duurzaam energiegebruik heeft gehaald die de overeenkomst bedoeld in artikel 14 eventueel heeft opgelegd. Dit wordt nagegaan door het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° de doelstellingen van het investeringsprogramma voor milieubescherming heeft gehaald die de overeenkomst bedoeld in artikel 14 eventueel heeft opgelegd. Dit wordt nagegaan door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Indien de voorwaarden en de doelstellingen bedoeld in het eerste lid niet vervuld zijn, beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de uitbetaling van de premie op te schorten tijdens een periode van twaalf maanden na kennisgeving van de beslissing door het bestuur. De onderneming wordt door het bestuur verzocht de voorwaarden te vervullen of de doelstellingen te halen met inachtneming van de modaliteiten en termijnen overeengekomen door het bestuur of de Directoraten-generaal bedoeld in het eerste lid, 4° en 5°.

Als de onderneming na afloop van die termijn niet heeft aangetoond dat zij voldoet aan de voorwaarden of de doelstellingen bedoeld in het eerste lid, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de steun in. De onderneming wordt hiervan door het bestuur bij aangetekend schrijven in kennis gesteld. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 16, vordert het bestuur de incentives overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 in.

**Art. 16.** De Minister kan de beslissing tot toekenning van de premie handhaven :

1° als de voorwaarden bedoeld in artikel 12 van het decreet of bepaald bij de overeenkomst niet vervuld zijn in een geval van overmacht zoals omschreven in artikel 16, eerste lid, 1°, van het decreet;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 16, eerste lid, 2°, van het decreet op voorwaarde :

a) dat de onderneming haar economische activiteit in het Waalse Gewest voortzet;

b) dat de premie en de desbetreffende investeringen naar de nieuwe rechtsentiteit overgedragen worden met handhaving van de overeenkomstvoorwaarden waaronder ze toegekend werden.

**Art. 17.** In geval van intrekking van de investeringspremie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing worden die incentives op initiatief van het bestuur door alle rechtsmiddelen teruggevorderd.

**Art. 18.** Het bestuur of de besturen bedoeld in artikel 12 kunnen controle uitoefenen binnen de onderneming zodra ze het in artikel 10 bedoelde bericht van ontvangst van haar aanvraag heeft ontvangen.

#### *Afdeling 2. — Vrijstelling van de onroerende voorheffing*

**Art. 19.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan overeenkomstig artikel 9, eerste lid, van het decreet, de vrijstelling van de onroerende voorheffing toestaan aan de onderneming die de in artikel 2 bedoelde voorwaarden vervult.

**Art. 20.** De onderneming verzoekt om het voordeel van de vrijstelling van de onroerende voorheffing volgens de procedure bedoeld in de artikelen 11 tot 14.

De duur van de vrijstelling wordt nader bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 14, tweede lid, rekening houdende met de beperkingen vastgelegd in artikel 9, tweede en derde lid, van het decreet.

Het bevoegde bestuur wordt in kennis gesteld van elke beslissing tot vrijstelling van de onroerende voorheffing.

**Art. 21.** Als de voorwaarden van toekenning van de vrijstelling niet vervuld zijn, beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de vrijstelling van de onroerende voorheffing nietig te verklaren. De onderneming en het bevoegde bestuur worden daarvan door het bestuur in kennis gesteld.



HOOFDSTUK III. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 22.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van de artikelen 5 en *5bis* van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

2° het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake leefmilieu in het kader van de artikelen 5 en *5bis* van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002;

3° het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van artikel 32.13, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 januari 2002 en 4 juli 2002;

4° het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake leefmilieu in het kader van artikel 32.13, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992.

**Art. 23.** Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 oktober 2003, met uitzondering van artikel 19, eerste lid, 2°, van het decreet en van artikel 22, 3° en 4°, van dit besluit, die in werking treden de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 24.** De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 2 december 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT

—————  
**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 4815

[C — 2004/27293]

**16 DECEMBRE 2004.** — **Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2004;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement, le sixième alinéa est supprimé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour les offres de prêts effectuées à partir de cette date.

**Art. 3.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE